

Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone

Convention collective de travail du 23 février 2015

Institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts pour les services subventionnés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale

### **Modification de l'adresse du siège social.**

CHAPITRE I<sup>er</sup>. - Dénomination, siège, objectifs, durée

Article 1<sup>er</sup>. Il est institué, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors".

Art. 2. Le siège du fonds est établi à Square Saintelette 13 - 15 - 1000 Bruxelles. Ce siège peut être transféré à n'importe quelle localité située en Belgique, par simple décision du conseil d'administration, publiée dans les annexes au Moniteur belge.

Art. 3. Le fonds a pour objectifs :

- 1° d'organiser l'octroi et la liquidation d'avantages sociaux complémentaires aux travailleurs visés à l'article 6, 2);
- 2° de percevoir et recouvrer les cotisations à charge des employeurs visés à l'article 6, 1);
- 3° de recevoir tout subside émanant d'instances diverses tant au niveau régional, communautaire, national, européen et autre, et de l'affecter sur la base des propositions du conseil d'administration, entérinées par la sous-commission paritaire;
- 4° de payer les indemnités complémentaires de prépension et les charges y afférentes;
- 5° d'assurer la prise en charge de la formation syndicale;
- 6° d'assurer la prise en charge et/ou l'organisation de formations continuées entérinées par la sous-commission paritaire;
- 7° d'assumer toutes les autres missions qui lui seraient expressément confiées par la sous-commission paritaire.

Art. 4. Le fonds est institué pour une durée indéterminée.

CHAPITRE II. - Champ d'application

Art. 5. Dans les présents statuts, on entend par :

- "la sous-commission paritaire" : la Sous-commission paritaire pour les services d'aides familiales et d'aides seniors de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone (318.01);
- "le fonds" : le "Fonds social pour les services des aides familiales et des aides seniors";
- "les ouvriers" : les travailleurs et travailleuses engagés dans les liens d'un contrat de travail d'ouvrier tel que défini par l'article 2 de la loi du 3 juillet 1978, quelle que soit leur fonction, ainsi que toute personne sous statut ouvrier émergeant à un programme de résorption de chômage, occupés dans un service du secteur de l'aide aux familles et aux personnes âgées ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors;

- "les employés" : les travailleurs engagés dans les liens d'un contrat de travail d'employé tel que défini par l'article 3 de la loi du 3 juillet 1978, quelle que soit leur fonction, ainsi que toute personne sous statut employé émergeant à un programme de résorption de chômage, occupés dans un service du secteur de l'aide aux familles et aux personnes âgées ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors;
- "les travailleurs" : les ouvriers, les ouvrières, les employées et les employés tels que définis ci-dessus;
- "les employeurs" : les services ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors;
- "les organisations des employeurs et des travailleurs" : les organisations des employeurs et des travailleurs du secteur des aides familiales et seniors, représentées au sein de la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors;
- "masse salariale" : la masse salariale qui correspond aux quatre déclarations trimestrielles à l'Office national de Sécurité sociale de l'année qui précède l'octroi des avantages.

Art. 6. Les présents statuts s'appliquent :

- 1) aux employeurs du secteur des aides familiales et seniors, ressortissant à la Sous-commission paritaire pour les services des aides familiales et des aides seniors subventionnés par la Région wallonne, la Communauté germanophone, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 2) aux travailleurs occupés par les employeurs visés sous 1).

#### CHAPITRE III. - Financement

Art. 7. Le fonds dispose des cotisations versées par les employeurs visés à l'article 6, 1).

Les employeurs s'engagent à adapter le taux de leurs cotisations afin de garantir la continuité des obligations du fonds.

Art. 8. Le montant de la cotisation patronale annuelle est fixé par la sous-commission paritaire.

Les employeurs versent sur le compte bancaire du comité de gestion "ouvriers" :

- 1,08 p.c. de la masse salariale brute portée à 100 p.c. pour les travailleurs qu'ils occupent sous statut ouvrier.

Les employeurs versent sur le compte bancaire du comité de gestion "employés" :

- 0,44 p.c. de la masse salariale brute pour les travailleurs qu'ils occupent sous statut employé, hors aides familiales;
- 1,08 p.c. de la masse salariale brute portée à 100 p.c. pour les aides familiales sous statut employé.

Art. 9. Les cotisations dues par les employeurs sont versées au fonds avant le 15 mars de chaque année. Tout retard dans le paiement des cotisations est sanctionné par des intérêts de retard, calculés selon des dispositions applicables aux cotisations concernant la sécurité sociale.

Ces cotisations sont payées sur deux comptes bancaires distincts, l'un destiné à collecter les cotisations versées par les employeurs pour leurs "employés" et l'autre destiné à rassembler les cotisations versées par les employeurs pour les "ouvriers". Il ne peut y avoir de transfert financier entre les deux comptes.

Art. 10. Le non-paiement des cotisations par un ou plusieurs employeurs ne peut en aucun cas conditionner la réalisation des objectifs du fonds.

En cas de retard ou de non-paiement par certains employeurs, le litige est soumis à la sous-commission paritaire.

#### CHAPITRE IV. - Administration

Art. 11. Le fonds est géré par un conseil d'administration et deux comités de gestion.

Ces trois organes sont composés paritairement par des représentants des employeurs et des travailleurs. Chaque comité de gestion est composé de dix membres.

Le comité "employés" est composé de cinq membres proposés par les organisations des employeurs et cinq membres proposés par les centrales "employés" des organisations des travailleurs.

Le comité "ouvriers" est composé de cinq membres proposés par les organisations des employeurs et cinq membres proposés par les centrales "ouvriers" des organisations de travailleurs. Tous les membres des comités de gestion sont membres de plein droit du conseil d'administration du fonds qui comprend donc, au maximum, vingt membres.

Ces vingt membres sont désignés par la sous-commission paritaire. Si une personne est à la fois membre du comité de gestion "ouvriers" et membre du comité de gestion "employés", elle dispose de deux voix au conseil d'administration du fonds.

Les organisations des employeurs et des travailleurs peuvent se faire assister par des experts ayant voix consultative.

Art. 12. Le mandat des administrateurs et membres des comités de gestion est valable pour une durée indéterminée. Toutefois, chaque organisation peut, sans devoir le motiver, proposer le remplacement d'un de ses mandataires à l'approbation de la sous-commission paritaire.

Art. 13. Au cas où un administrateur ou un membre des comités de gestion serait empêché d'assister à une réunion, il peut mandater un autre administrateur ou membre des comités de gestion par procuration datée et signée. Un membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 14. Aucune responsabilité personnelle n'incombe aux administrateurs et membres des comités de gestion dans le cadre des engagements du fonds. La responsabilité des administrateurs et membres des comités de gestion se limite à la bonne exécution du mandat qui leur a été confié.

Art. 15. Les compétences du conseil d'administration sont déterminées limitativement comme suit :

- 1) Percevoir tout subside visé à l'article 3, 3°;
- 2) Ester en justice dans l'intérêt du fonds, tant en qualité de demandeur que de défendeur;
- 3) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais d'administration du fonds;
- 4) Approuver les comptes et budget du fonds et les soumettre à l'approbation de la sous-commission paritaire;
- 5) Engager et gérer le personnel nécessaire à l'accomplissement de ses missions.

Ses compétences et son mode de fonctionnement sont précisés dans un règlement d'ordre intérieur qui sera déposé au Greffe la Direction générale Relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale.

Art. 15bis. Les compétences du comité de gestion "ouvriers" sont déterminées limitativement comme suit :

- 1) Payer les avantages visés aux articles 3, 1° et 3, 4° aux "ouvriers";
- 2) Percevoir les cotisations visées à l'article 3, 2° et destinées aux "ouvriers" conformément à l'alinéa 2 de l'article 9;
- 3) Payer la formation syndicale visée à l'article 3, 5° des délégués "ouvriers";
- 4) Prendre en charge les projets de formations continuées visés à l'article 3, 6° organisées à destination des "ouvriers";
- 5) Investir éventuellement le solde positif de la partie d'un exercice comptable relative aux cotisations "ouvriers";
- 6) Dans le cadre des opérations susmentionnées, déposer et retirer des fonds du compte bancaire "ouvriers" visé à l'alinéa 2 de l'article 9;

- 7) Déterminer la nature des frais qui peuvent être considérés comme frais d'administration;
- 8) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais d'administration du comité de gestion;
- 9) Déléguer ses compétences à un ou plusieurs mandataires.

Les avantages accordés par le comité de gestion doivent l'être en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire et selon les modalités que la convention précise.

Art. 15ter. Les compétences du comité de gestion "employés" sont déterminées limitativement comme suit :

- 1) Payer les avantages visés aux articles 3, 1° et 3, 4° aux "employés";
- 2) Percevoir les cotisations visées à l'article 3, 2° et destinées aux "employés" conformément à l'alinéa 2 de l'article 9;
- 3) Payer la formation syndicale visée à l'article 3, 5° des délégués "employés";
- 4) Prendre en charge les projets de formations continuées visés à l'article 3, 6° organisées à destination des "employés";
- 5) Investir éventuellement le solde positif de la partie d'un exercice comptable relative aux cotisations "employés";
- 6) Dans le cadre des opérations susmentionnées, déposer et retirer des fonds du compte bancaire "employés" visé à l'alinéa 2 de l'article 9;
- 7) Déterminer la nature des frais qui peuvent être considérés comme frais d'administration;
- 8) Déterminer annuellement la quotité des recettes qui peut être utilisée pour couvrir les frais d'administration du comité de gestion;
- 9) Déléguer ses compétences à un ou plusieurs mandataires.

Les avantages accordés par le comité de gestion doivent l'être en vertu d'une convention collective de travail conclue au sein de la sous-commission paritaire et selon les modalités que la convention précise.

Art. 16. Le conseil d'administration et les comités de gestion désignent leur président tous les trois ans, à tour de rôle parmi les membres du conseil ou du comité représentant respectivement les organisations des employeurs et des travailleurs. Ils désignent au même moment, et pour trois ans, le vice-président parmi les membres du conseil ou du comité représentant les organisations des employeurs si le mandat de président est occupé par un représentant des organisations des travailleurs ou inversement. Le président préside aux négociations. En cas d'absence, il est remplacé par le vice-président.

Art. 17. Le conseil d'administration et les comités de gestion se réunissent au siège du fonds, soit à l'initiative de leur président agissant d'office, soit à la demande d'une des organisations des employeurs ou des travailleurs, soit à la demande de la sous-commission paritaire. Les convocations mentionnant l'ordre du jour doivent être rédigées par écrit et envoyées au plus tard dix jours avant la réunion.

Art. 18. Le conseil d'administration et les comités de gestion ne peuvent se réunir valablement et prendre des décisions qu'en présence (effective ou représentée) de la majorité simple de leurs membres. Les décisions du conseil d'administration et des comités de gestion sont prises à l'unanimité par les membres présents ou représentés.

Art. 19. A défaut d'un consensus au sein du conseil d'administration ou du comité de gestion, le différend est soumis à la sous-commission paritaire.

Art. 20. Le secrétaire est désigné par le conseil d'administration ou le comité de gestion et ce pour

une durée indéterminée. Il assiste aux réunions du conseil d'administration ou du comité de gestion, sans toutefois disposer d'un droit de vote.

Le secrétaire rédige les procès-verbaux du conseil d'administration ou du comité de gestion. Il est responsable des archives du fonds et exécute le travail administratif selon les instructions fournies par le conseil d'administration ou le comité de gestion.

Le secrétaire tient la comptabilité du fonds. Il subdivise les rubriques comptables en trois sous-rubriques afin que les recettes et les dépenses des comités de gestion et du fonds puissent être distinguées aisément. Les comptes sont clôturés le 31 décembre.

#### CHAPITRE V. - Contrôle

Art. 21. Le bilan et les comptes annuels, de même que les pièces justificatives et le rapport d'activité pour l'exercice comptable écoulé, sont soumis, pour vérification, avant le 30 avril aux commissaires aux comptes et à un réviseur d'entreprise désigné par la sous-commission paritaire. Ce réviseur d'entreprise peut à chaque moment prendre connaissance des documents de la comptabilité du fonds.

Disposant en cette matière du même droit que le conseil d'administration, il peut réclamer de certains ou de tous les employeurs une attestation délivrée par l'O.N.S.S., confirmant l'exactitude de la masse salariale ayant servi de base de calcul de leurs cotisations patronales.

Avant le 31 mai, il soumet au conseil d'administration un rapport d'activités concernant la gestion financière du fonds et il lui communique les observations et remarques qu'il juge nécessaires.

Les bilan, compte débiteur et crédeur, le rapport du conseil d'administration et le rapport du réviseur d'entreprise, sont soumis à l'approbation de la sous-commission paritaire lors de la première séance après le 31 mai.

Lors de la réunion, celle-ci se prononce sur l'octroi de la décharge aux administrateurs pour l'exercice de leur mandat concernant l'année comptable écoulée.

#### CHAPITRE VI. - Dissolution et liquidation

Art. 22. Le fonds peut être dissous à l'initiative d'une des organisations des employeurs ou des travailleurs représentées à la sous-commission paritaire moyennant préavis.

Ce préavis doit être notifié au président de la sous-commission paritaire par lettre recommandée à la poste au plus tard six mois avant la fin de l'exercice comptable.

Le préavis doit mentionner les motifs ayant donné lieu à la demande de dissolution. La liquidation devient effective au plus tôt à la fin de l'exercice comptable écoulé.

Art. 23. La sous-commission paritaire désigne deux liquidateurs obligés de rapporter leurs activités chaque trimestre au moins, et ce jusqu'à la date clôturant la liquidation.

Art. 24. En cas de liquidation, les avoirs du fonds sont mis à la disposition de la sous-commission paritaire, qui décide de la destination de ceux-ci.

#### CHAPITRE VII. - Validité

Art. 25. La présente convention collective de travail abroge et remplace la convention collective de travail du 15 juin 2009 (enreg : 96335, AR. 13 juin 2010, MB. 8 octobre 2010).

Elle entre en vigueur le 23 février 2015 pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par une des parties moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste adressée au président de la sous-commission paritaire. Le délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président.

Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap

Collectieve arbeidsovereenkomst van 23 februari 2015

Oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid en vaststelling van zijn statuten voor de diensten die worden gesubsidieerd door het Waalse Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

### **Wijziging van het adres van de maatschappelijke zetel**

HOOFDSTUK I. - Benaming, zetel, doelstellingen, duur

Artikel 1. Sinds 1 januari 2009 is er een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, genaamd "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp".

Art. 2. De zetel van het fonds is gevestigd te 1000 Brussel, Saincteletteplein 13 - 15. Deze zetel kan worden verplaatst naar om het even waar in België, bij eenvoudig besluit van de raad van bestuur, dat wordt bekendgemaakt in de bijlagen van het Belgisch Staatsblad.

Art. 3. Het fonds heeft de volgende doelstellingen :

1° de toekenning en de betaling organiseren van aanvullende sociale voordelen voor de werknemers bedoeld in artikel 6, 2);

2° de bijdragen innen en invorderen die ten laste zijn van de werkgevers bedoeld in artikel 6, 1);

3° alle subsidies ontvangen vanwege diverse instanties zowel op regionaal en gemeenschapsvlak als op nationaal, Europees en andere niveaus en deze subsidies te besteden op basis van de voorstellen van de raad van bestuur, bekrachtigd door het paritair subcomité;

4° de aanvullende brugpensioenuitkeringen en de lasten die hiermee verband houden, te betalen;

5° zorgen voor het ten laste nemen van de vakbondsopleiding;

6° zorgen voor het ten laste nemen en/of de organisatie van voortgezette opleidingen, bekrachtigd door het paritair subcomité;

7° alle andere taken vervullen die dit fonds uitdrukkelijk zouden worden toevertrouwd door het paritair subcomité.

Art. 4. Het fonds wordt opgericht voor onbepaalde duur.

HOOFDSTUK II. - Toepassingsgebied

Art. 5. In deze statuten wordt verstaan onder :

- "het paritair subcomité" : het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp van de Franse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap (318.01);

- "het fonds" : het "Sociaal Fonds voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp";

- "de werklieden" : de werknemers en werknemsters die aangeworven zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst voor werklieden, zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 3 juli 1978, ongeacht hun functie, alsook alle personen met een werkliedenstatuut die vallen onder een programma ter bestrijding van de werkloosheid, tewerkgesteld in een dienst van de sector gezins- en bejaardenhulp die ressorteert onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;

- ✓
- "de bedienden" : de werknemers die aangeworven zijn in het kader van een arbeidsovereenkomst voor bedienden, zoals bepaald in artikel 3 van de wet van 3 juli 1978, ongeacht hun functie, alsook alle personen met een bediendestatoot die vallen onder een programma ter bestrijding van de werkloosheid, tewerkgesteld in een dienst van de sector gezins- en bejaardenhulp die ressorteert onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
  - "de werknemers" : de mannelijke en vrouwelijke werklieden en bedienden zoals hierboven bepaald;
  - "de werkgevers" : de diensten die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
  - "de werkgevers- en werknemersorganisaties" : de werkgevers- en werknemersorganisaties van de sector gezins- en bejaardenhulp, vertegenwoordigd in het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp;
  - "loonsom" : de loonsom die overeenstemt met de vier kwartaalaangiften aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid van het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de voordelen.

Art. 6. Deze statuten zijn van toepassing :

- 1) op de werkgevers van de sector gezins- en bejaardenhulp, die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de diensten voor gezins- en bejaardenhulp, die gesubsidieerd worden door het Waals Gewest, de Duitstalige Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 2) op de werknemers die tewerkgesteld worden door de werkgevers vermeld onder 1).

HOOFDSTUK III. - Financiering

Art. 7. Het fonds beschikt over de bijdragen die werden gestort door de werkgevers bedoeld in artikel 6, 1).

De werkgevers verbinden zich ertoe het bedrag van hun bijdragen aan te passen om de continuïteit van de verplichtingen van het fonds te garanderen.

Art. 8. Het bedrag van de jaarlijkse werkgeversbijdrage wordt vastgesteld door het paritair subcomité.

De werkgevers storten op de bankrekening van het beheerscomité "werklieden" :

- 1,08 pct. van de bruto loonsom die op 100 pct. gebracht wordt voor de werknemers die zij tewerkstellen met een werkliedenstatoot.

De werkgevers storten op de bankrekening van het beheerscomité "bedienden" :

- 0,44 pct. van de bruto loonsom voor de werknemers die zij tewerkstellen in een bediendestatoot, behalve voor de gezinshelpers;
- 1,08 pct. van de bruto loonsom die op 100 pct. gebracht wordt voor de gezinshelpers met een bediendestatoot.

Art. 9. De bijdragen die verschuldigd zijn door de werkgevers, worden elk jaar aan het fonds gestort vóór 15 maart. Elke vertraging bij de betaling van de bijdragen wordt bestraft met verwijlrenten, berekend volgens de bepalingen die van toepassing zijn op de bijdragen betreffende de sociale zekerheid.

Deze bijdragen worden betaald op twee verschillende bankrekeningen, waarvan de ene is bestemd voor de bijdragen van de werkgevers voor hun "bedienden" en de andere voor de bijdragen van de werkgevers voor de "werklieden". Er mag geen financiële overdracht gebeuren tussen de twee rekeningen.

Art. 10. Het niet betalen van de bijdragen door één of meerdere werkgevers mag in geen geval de verwezenlijking van de doelstellingen van het fonds beïnvloeden.

In geval van vertraging of niet-betaling door sommige werkgevers wordt het geschil voorgelegd aan

het paritair subcomité.

#### HOOFDSTUK IV. - Bestuur

Art. 11. Het fonds wordt beheerd door een raad van bestuur en twee beheerscomités.

Deze drie organen worden paritair samengesteld door vertegenwoordigers van de werkgevers en van de werknemers. Elk beheerscomité bestaat uit tien leden.

Het comité "bedienden" bestaat uit vijf leden die worden voorgedragen door de werkgeversorganisaties en uit vijf leden die worden voorgedragen door de "bediendecentrales" van de werknemersorganisaties.

Het comité "werklieden" bestaat uit vijf leden die worden voorgedragen door de werkgeversorganisaties en uit vijf leden voorgedragen door de "werkliedencentrales" van de werknemersorganisaties. Alle leden van de beheerscomités zijn van rechtswege leden van de raad van bestuur van het fonds, die dus maximaal twintig leden omvat.

Deze twintig leden worden aangewezen door het paritair subcomité. Indien een persoon tegelijk lid is van het beheerscomité "werklieden" en van het beheerscomité "bedienden", beschikt deze over twee stemmen in de raad van bestuur van het fonds.

De werkgevers- en de werknemersorganisaties kunnen zich laten bijstaan door deskundigen die een adviserende stem hebben.

Art. 12. Het mandaat van de bestuurders en de leden van de beheerscomités is geldig voor onbepaalde duur. Elke organisatie mag evenwel, zonder dit te moeten motiveren, de vervanging van één van haar mandaathebbers ter goedkeuring voorleggen aan het paritair subcomité.

Art. 13. Indien een bestuurder of een lid van de beheerscomités verhinderd zou zijn om een vergadering bij te wonen, mag hij een andere bestuurder of een lid van de beheerscomités machtiging verlenen met een gedateerde en ondertekende volmacht. Een lid mag slechts drager zijn van één volmacht.

Art. 14. De bestuurders en leden van de beheerscomités hebben geen enkele persoonlijke verantwoordelijkheid in het kader van de verbintenissen van het fonds. De verantwoordelijkheid van de bestuurders en leden van het beheerscomité is beperkt tot de goede uitvoering van het mandaat dat hen werd toevertrouwd.

Art. 15. De bevoegdheden van de raad van bestuur worden beperkend als volgt bepaald :

- 1) Alle subsidies innen die vermeld worden in artikel 3, 3°;
  - 2) In rechte optreden in het belang van het fonds, zowel in de hoedanigheid van eiser als van verweerder;
  - 3) Jaarlijks het evenredig bedrag van de inkomsten bepalen dat mag worden gebruikt om de bestuurskosten van het fonds te dekken;
  - 4) De rekeningen en begroting van het fonds goedkeuren en deze ter goedkeuring voorleggen aan het paritair subcomité;
  - 5) Het personeel dat noodzakelijk is voor het vervullen van zijn taken in dienst nemen en beheren.
- De bevoegdheden en de werkwijze van de raad van bestuur worden uiteengezet in een huishoudelijk reglement dat zal worden neergelegd bij de Griffie van de Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen van de Federale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg.

Art. 15bis. De bevoegdheden van het beheerscomité "werklieden" worden beperkend als volgt bepaald :

- 1) De voordelen betalen die vermeld worden in de artikelen 3, 1° en 3, 4° aan de "werklieden";
- 2) De bijdragen innen die vermeld staan in artikel 3, 2° en bestemd zijn voor de "werklieden" overeenkomstig het 2de lid van artikel 9;



- 3) De vakbondsopleiding betalen die vermeld is in artikel 3, 5° van de afgevaardigden "werklieden";
- 4) De projecten voor voortgezette opleidingen ten laste nemen die vermeld worden in artikel 3, 6° en die worden georganiseerd voor de "werklieden";
- 5) Eventueel het positief saldo investeren van het gedeelte van een boekhoudkundig jaar betreffende de bijdragen "werklieden";
- 6) In het kader van bovenvermelde verrichtingen, geldsommen storten en afhalen van de bankrekening "werklieden" vermeld in het 2e lid van artikel 9;
- 7) De aard van de kosten bepalen die als bestuurskosten kunnen worden beschouwd;
- 8) Jaarlijks het evenredig bedrag van de inkomsten bepalen dat mag worden gebruikt om de bestuurskosten van het beheerscomité te dekken;
- 9) Zijn bevoegdheden delegeren aan één of meerdere mandatarissen.

De voordelen moeten worden toegekend door het beheerscomité krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair subcomité en volgens de voorwaarden die in de overeenkomst worden bepaald.

Art. 15ter. De bevoegdheden van het beheerscomité "bedienden" worden beperkend als volgt bepaald :

- 1) De voordelen betalen die vermeld worden in de artikelen 3, 1° en 3, 4° aan de "bedienden";
- 2) De bijdragen innen die vermeld staan in artikel 3, 2° en bestemd zijn voor de "bedienden" overeenkomstig het 2e lid van artikel 9;
- 3) De vakbondsopleiding betalen die vermeld is in artikel 3, 5° van de afgevaardigden "bedienden";
- 4) De projecten voor voortgezette opleidingen ten laste nemen die vermeld worden in artikel 3, 6° en die worden georganiseerd voor de "bedienden";
- 5) Eventueel het positief saldo investeren van het gedeelte van een boekhoudkundig jaar betreffende de bijdragen "bedienden";
- 6) In het kader van bovenvermelde verrichtingen, geldsommen storten en afhalen van de bankrekening "bedienden" vermeld in het 2e lid van artikel 9;
- 7) De aard van de kosten bepalen die als bestuurskosten kunnen worden beschouwd;
- 8) Jaarlijks het evenredig bedrag van de inkomsten bepalen dat mag worden gebruikt om de bestuurskosten van het beheerscomité te dekken;
- 9) Zijn bevoegdheden delegeren aan één of meerdere mandatarissen.

De voordelen moeten worden toegekend door het beheerscomité krachtens een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten in het paritair subcomité en volgens de voorwaarden die in de overeenkomst worden bepaald.

Art. 16. De raad van bestuur en de beheerscomités stellen hun voorzitter om de drie jaar om beurten aan onder de leden van de raad of van het comité die respectievelijk de werkgevers- en werknemersorganisaties vertegenwoordigen. Zij stellen tegelijkertijd, en voor drie jaar, de ondervoorzitter aan onder leden van de raad of van het comité die de werkgeversorganisaties vertegenwoordigen als het mandaat van voorzitter ingenomen is door een vertegenwoordiger van de werknemersorganisaties of omgekeerd. De voorzitter zit de onderhandelingen voor. In geval van afwezigheid wordt hij vervangen door de ondervoorzitter.

Art. 17. De raad van bestuur en de beheerscomités vergaderen in de zetel van het fonds, hetzij op initiatief van hun voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij op verzoek van één van de werkgevers- of werknemersorganisaties, hetzij op verzoek van het paritair subcomité. De uitnodigingen, waarin de agenda staat vermeld, moeten schriftelijk worden opgesteld en uiterlijk tien dagen vóór de vergadering worden verzonden.

Art. 18. De raad van bestuur en de beheerscomités kunnen slechts geldig vergaderen en beslissingen nemen in de (effectieve of vertegenwoordigde) aanwezigheid van de eenvoudige meerderheid van hun leden. De beslissingen van de raad van bestuur en van de beheerscomités worden éénparig genomen door de aanwezige of vertegenwoordigde leden.

Art. 19. Bij gebrek aan consensus binnen de raad van bestuur of het beheerscomité wordt het geschil voorgelegd aan het paritair subcomité.

Art. 20. De secretaris wordt aangesteld door de raad van bestuur of het beheerscomité en dit voor onbepaalde duur. Hij woont de vergaderingen van de raad van bestuur of van het beheerscomité bij, zonder echter over stemrecht te beschikken.

De secretaris stelt de notulen van de raad van bestuur of van het beheerscomité op. Hij is verantwoordelijk voor de archieven van het fonds en voert het administratief werk uit volgens de instructies van de raad van bestuur of het beheerscomité.

De secretaris houdt de boekhouding van het fonds bij. Hij verdeelt de boekhoudkundige rubrieken in drie subrubrieken, opdat gemakkelijk een onderscheid zou kunnen worden gemaakt tussen de inkomsten en de uitgaven van de beheerscomités en van het fonds. De rekeningen worden afgesloten op 31 december.

#### HOOFDSTUK V. - Controle

Art. 21. De balans en de jaarrekeningen, evenals de bewijsstukken en het activiteitenverslag voor het afgelopen boekjaar, worden voor nazicht vóór 30 april voorgelegd aan de accountants en aan een bedrijfsrevisor die wordt aangewezen door het paritair subcomité. Deze bedrijfsrevisor kan op ieder ogenblik kennis nemen van de documenten van de boekhouding van het fonds.

Aangezien hij in dit verband over hetzelfde recht beschikt als de raad van bestuur, kan hij van sommige of van alle werkgevers een attest van de R.S.Z. eisen, waarin de juistheid wordt bevestigd van de loonsom die als berekeningsbasis heeft gediend voor hun werkgeversbijdragen.

Vóór 31 mei legt hij de raad van bestuur een activiteitenverslag voor betreffende het financieel beheer van het fonds en deelt hij de raad de opmerkingen en de commentaar mede die hij noodzakelijk acht.

De balans, debet- en creditrekening, het verslag van de raad van bestuur en het verslag van de bedrijfsrevisor, worden ter goedkeuring voorgelegd aan het paritair subcomité tijdens de eerste vergadering na 31 mei.

Tijdens de vergadering spreekt het subcomité zich uit over de ontlasting van de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat in het afgelopen boekjaar.

#### HOOFDSTUK VI. - Ontbinding en vereffening

Art. 22. Het fonds kan worden ontbonden op initiatief van één van de werkgevers- of werknemersorganisaties die vertegenwoordigd zijn in het paritair subcomité mits een opzegging in acht wordt genomen.

Deze opzegging moet aan de voorzitter van het paritair subcomité worden betekend met een ter post aangetekende brief, uiterlijk zes maanden vóór het einde van het boekjaar.

In de opzegging moeten de redenen worden vermeld die aanleiding hebben gegeven tot het verzoek om ontbinding. De vereffening wordt ten vroegste effectief aan het einde van het afgelopen boekjaar.

Art. 23. Het paritair subcomité wijst twee vereffenaars aan die verplicht zijn om ten minste elk kwartaal verslag uit te brengen over hun activiteiten, en dit tot de datum waarop de vereffening wordt afgesloten.

Art. 24. In geval van vereffening worden de activa van het fonds ter beschikking gesteld van het

paritair subcomité, dat beslist wat er verder mee moet gebeuren.

#### HOOFDSTUK VII. - Geldigheid

Art. 25. Deze collectieve arbeidsovereenkomst herroept en vervangt de collectieve arbeidsovereenkomst van 15 juni 2009 (reg. num. 96335, K.B. 13 juni 2010, B.S. 8 oktober 2010). Zij treedt in werking op 23 februari 2015 voor onbepaalde duur.

Zij kan door één van de partijen worden opgezegd mits een opzegtermijn van drie maanden wordt betekend bij een per post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het paritair subcomité. De termijn van drie maanden vangt aan op de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt verzonden.